

## PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

#### OBJET

**Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux des Secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université de Paris.**

**Lot 3 - Missions de coordonnateur des systèmes de Sécurité incendie (CSSI)**

#### Lieux d'exécution

Hôpital Saint-Louis  
1, avenue Claude Vellefaux  
75475 Paris cedex 10

Hôpital Lariboisière  
2, rue Amroise Paré  
75475 Paris cedex 10

Hôpital Fernand Widal  
200, rue du faubourg St-Denis  
75475 Paris cedex 10

Hôpital Robert Debré  
48 Boulevard Serurier  
75935 Paris cedex 19

Hôpital Bretonneau  
23 Rue Joseph de Maistre  
75475 Paris cedex 18

Hôpital Paul Doumer  
Rte de l'Hôpital  
60140 Labruyère

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES</b>	<b>3</b>
1.1. <i>Objet du marché – Généralités</i>	3
1.2. <i>Maîtrise d'Ouvrage</i>	3
1.3. <i>Interlocuteurs internes au Maître d'Ouvrage</i>	3
1.4. <i>Interlocuteurs externes au Maître d'Ouvrage</i>	3
1.5. <i>Dispositions particulières liées au milieu hospitalier</i>	4
1.6. <i>Informations préalables concernant l'ouvrage</i>	4
<b>ARTICLE 2 – CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 – DEFINITION DE LA MISSION .....</b>	<b>6</b>
3.1. Phase conception	6
3.2. Phase réalisation	7
3.2.1. <i>Organisation générale</i>	7
3.2.2. <i>Procès-verbal de réception</i>	7
3.2.3. <i>Obligations du coordinateur SSI</i>	7
3.2.4. <i>Phase conception des travaux</i>	7
3.2.5. <i>Phase réalisation des travaux</i>	8
<b>ARTICLE 4 – DELAIS - PENALITES.....</b>	<b>11</b>
4.1. <i>Délais et pénalités de retard</i>	11

## ARTICLE 1 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### **1.1. *Objet du marché – Généralités***

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de préciser les principes et modalités de réalisation des missions complémentaires de maîtrise d’œuvre et d’assistance à la maîtrise d’ouvrage, tel que décrit dans ce lot. Ces missions seront à réaliser dans le cadre des opérations de travaux ou projets d’opérations de travaux sur les sites immobiliers des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP. Nord-Université de Paris, à savoir :

- Hôpital Saint-Louis : 1, avenue Claude Vellefaux - 75475 Paris cedex 10 ;
- Hôpital Lariboisière : 2, rue Ambroise Paré - 75475 Paris cedex 10 ;
- Hôpital Fernand Widal : 200, rue du faubourg Saint-Denis - 75475 Paris cedex 10.
- Hôpital Robert Debré : 48, boulevard Sérurier – 75935 Paris cedex 19
- Hôpital Bretonneau : 23, rue Joseph de Maistre – 75475 Paris cedex 18
- Hôpital Paul Doumer : 1 route de l’hôpital – 60140 Labruyère

Le titulaire du lot sera amené à travailler avec les différents acteurs énumérés ci-après

### **1.2. *Maîtrise d’Ouvrage***

Les projets du groupe hospitalier AP-HP Nord – Université Paris Cité sont conduits par les Directions des Investissements et de la Maintenance (DIM).

L’organisation de la maîtrise d’ouvrage sera communiquée au prestataire après commande d’une mission. D’une manière générale, l’interlocuteur privilégié du titulaire, au sein de la maîtrise d’ouvrage, sera désigné en tant que « maître d’ouvrage » dans le présent document.


### **1.3. *Interlocuteurs internes au Maître d’Ouvrage***

Pour mener à bien la concertation avec les utilisateurs, le maître d'ouvrage forme un ou des groupes de travail réunissant des représentants des utilisateurs et, le cas échéant, des membres d'instances représentatives du personnel, que le prestataire sera amené à rencontrer. Il est important de souligner que le Groupe Hospitalier a le souci d'impliquer son personnel très en amont à l'occasion de chacun de ses projets immobiliers et que cette concertation entraîne de nombreuses réunions avec parfois, des allers-retours. A titre d'illustration, les principaux interlocuteurs du prestataire, parmi les utilisateurs, dans le cadre d'une mission de programmation, peuvent être :

- Un référent médical,
- Des représentants de chaque service (médecin et cadre supérieur infirmier),
- Des représentants de la cellule organisation, quand elle existe,
- Des représentants des services techniques, logistiques et hygiénistes de l'hôpital.

### **1.4. *Interlocuteurs externes au Maître d’Ouvrage***

Le titulaire pourra, dans le cadre de ses missions, rencontrer les autorités administratives extérieures compétentes (Architecte Voyer, ABF, DRAC, Commission de Sécurité, Parcs et Jardins, Archéologie, Pollution, Carrières, RATP, Fournisseurs et Prestataires concernés (EDF CPCU.), Mairie, Inspection Générale des Carrières, DRIRE, PPRI, Associations Locales spécifiques,) lors de réunions organisées à la demande du titulaire ou de la Maîtrise d’Ouvrage.

	<b>Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d’Ouvrage : Mission de coordonnateur des systèmes de Sécurité incendie (CSSI) pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université Paris Cité.</b>	CCTP Lot n°3  Page 4 sur 11
---	--	-----------------------------------

L’organisation des réunions et les prises de contacts auprès des instances internes et extérieures sont assurées par le Maître d’Ouvrage et le conducteur d’opération. Aucun contact ne doit être pris en direct par le titulaire sans avis préalable de la Maîtrise d’Ouvrage. Un représentant de la Maîtrise d’Ouvrage est présent à toutes les réunions et rencontres.

Le maître d’ouvrage pourra désigner si besoin sur les opérations concernées, les prestataires suivants :

- Contrôleur technique
- Pilote OPC
- Coordonnateur SPS
- Coordonnateur SSI

Il est attendu du titulaire qu’il soit force de proposition quant aux intervenants à consulter/réunir pour mener à terme l’opération.

La maîtrise d’œuvre peut être assurée soit par la Direction des Investissements et de la Maintenance du GHU, soit par un prestataire privé en application du Livre IV « Dispositions propres aux marchés liés à la maîtrise d’ouvrage publique et à la maîtrise d’œuvre » du Code de la Commande Publique.

### ***1.5. Dispositions particulières liées au milieu hospitalier***

La plupart des missions qui seront commandées au prestataire dans le cadre de ce marché concerneront des chantiers en milieu hospitalier imposant que l’activité hospitalière doit être maintenue durant les travaux.

Le prestataire portera par conséquent une attention particulière à la nécessité de lutter contre les nuisances de chantier (bruit, poussières...) et de prévenir les risques de maladies nosocomiales. Sur ce dernier point, il veillera particulièrement à appliquer les préconisations du Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales (CLIN).


Il prendra également en compte la coactivité et les interférences entre le chantier et les activités d’exploitation sur le site, notamment la circulation des malades, du personnel de l’établissement, des visiteurs, des différents flux logistiques, etc.... Cette liste n’étant pas exhaustive, le prestataire devra intégrer toute contrainte de fonctionnement signalée par le maître d’ouvrage.

### ***1.6. Informations préalables concernant l’ouvrage***

Pour exercer sa mission, le prestataire disposera des documents suivants au fur et à mesure de leur production :

- Le programme de l’opération qui pourra être limité à une expression des besoins ou qui sera constitué d’un programme général et fonctionnel et d’un programme technique détaillé lorsqu’il existe
- Les plans des locaux existants ;
- Les plans techniques des installations existantes lorsqu’ils existent ;
- Les Dossiers des Ouvrages Exécutés des précédentes opérations lorsqu’ils existent.

Le titulaire aura la charge de réaliser toutes les études complémentaires nécessaires à sa compréhension du site.

	<b>Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : Mission de coordonnateur des systèmes de Sécurité incendie (CSSI) pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université Paris Cité.</b>	CCTP Lot n°3  Page 5 sur 11
---	--	-----------------------------------

## ARTICLE 2 – CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

A réception du pré-bon de commande, le titulaire est tenu d'adresser dans les 15 jours au pôle travaux de la DIM (Direction des Investissements et de la Maintenance) une proposition commerciale contenant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), la décomposition de la mission par phase en nombre d'heures et un échéancier du paiement par phase, établis en rapport avec le cadre de prix annexé à l'acte d'engagement ainsi que les références et niveau de compétences de la (ou des) personne(s) chargée(s) de la mission. **Il est à noter que les coûts sont fermes quelles que soient le nombre de tranches et de réceptions partielles nécessaires.**

Après acceptation des documents cités ci-dessus par le maître d'ouvrage, la commande sera émise pour l'ensemble des éléments de mission et par tranche (1 tranche = 1 commande).

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu d'indiquer au maître d'ouvrage le(s) collaborateur(s) qui exécutera (exécuteront) la prestation.

Dans l'hypothèse où le collaborateur n'est plus en mesure d'assurer les missions qui lui ont été attribuées dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément en application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI selon la procédure suivante :


- le titulaire désigne un collaborateur remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et des mêmes moyens et en communique les titres au maître d'ouvrage dans un délai inférieur à 15 jours à compter de la vacance ;
- le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage si celui-ci ne le refuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.
- Le suppléant ne remplacera qu'occasionnellement le Coordonnateur SSI titulaire, en cas d'indisponibilité temporaire de celui-ci qui n'est pas du fait du Titulaire et dans la limite des périodes légales de congés annuels.
- L'entreprise adaptera le nombre de coordinateur SSI à la charge de travail et au nombre d'affaires en cours sur chaque site.

Si le remplaçant est refusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de refus.

Pour l'exercice de la mission, le titulaire est réputé connaître notamment les lois, règlements ou normes suivantes :

- Livre IV « Dispositions propres aux marchés liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre » du Code de la Commande Publique
- les décrets et arrêtés d'application de la loi citée ci-dessus ;
- l'Ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique,
- le Décret n°2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique
- les textes applicables aux marchés de prestations intellectuelles autres que maîtrise d'œuvre ;
- le CCAG-PI et le CCAG-Travaux ;
- les normes et règles en vigueur lors de l'établissement des documents d'études (DTU, AFNOR, règles professionnelles, textes réglementaires).

Les textes énumérés ci-dessus, de manière ni limitative ni exhaustive (le cahier des charges n'ayant pas à se référer expressément à tous les textes applicables à l'accord-cadre qui s'appliquent de fait), non joints matériellement aux pièces de l'accord-cadre et constituant les Règles de l'Art, sont des obligations implicites dont le non-respect constitue une faute de nature à engager la responsabilité contractuelle de son auteur.

	<b>Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : Mission de coordonnateur des systèmes de Sécurité incendie (CSSI) pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université Paris Cité.</b>	CCTP Lot n°3  Page 6 sur 11
---	--	-----------------------------------

Il appartient au titulaire de prendre l'initiative de solliciter auprès du maître d'ouvrage et maître d'œuvre tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches et qui ne lui aurait pas été fourni.

Les bons de commandes sont délivrés par les personnes habilitées.

- Mission phase conception :

Elle débute dès l'émission du bon de commande et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

- Mission phase réalisation :

Elle débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

### ARTICLE 3 - DEFINITION DE LA MISSION

L'exercice des missions de CSSI, comprend l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, le contrôle du respect des normes, la réalisation d'études et la participation, à la demande du maître d'ouvrage, à des réunions entre le maître d'ouvrage et les intervenants de l'opération, ainsi que des déplacements sur chantiers.

La mission de coordination SSI sera menée pour la phase conception et/ ou la phase réalisation des opérations de travaux menées par le groupe hospitalier.

#### **3.1. Phase conception**

La mission du coordonnateur SSI comprend, pendant les études de programmation et de maîtrise d'œuvre, les tâches suivantes :

L'avis et/ou la validation, transmis sous forme de rapport, sur tous les documents de programmation ou d'études qui lui seront transmis dans le cadre de l'opération concernée (en particulier les études de programmation, d'avant-projets et de projet).


La participation aux réunions de travail avec le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre et/ou, le cas échéant, l'assistant au maître d'ouvrage.

La préparation des dossiers et demandes de dérogation à transmettre à la commission de sécurité en collaboration avec le maître d'ouvrage.

En phase projet des études de conception, l'établissement du projet de mise à jour du Dossier d'Identité des SSI (document évolutif) avec la mise à jour, sur la base des fonds de plans des bâtiments, des modifications apportées par l'opération concernée, notamment sur les points suivants :

- Aux Zones de Détection (Z.D.) et aux détecteurs et/ou déclencheurs manuels (D.M.) correspondants, avec création des libellés appropriés ;
- Aux Zones de mise en Sécurité (Z.S.) et aux dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.) ;
- Aux Zones de diffusion d'Alarme (Z.A.) et aux diffuseurs d'alarme sonore (D.S.) et aux blocs autonomes d'alarme sonore (B.A.S.S.) correspondants ;
- Aux corrélations entre Z.D. et Z.S. des Centralisateurs de Mise en Sécurité Incendie (C.M.S.I.).

Le coordonnateur SSI précisera également la liste (ou le sommaire) des documents qui devront être remis ou mis à jour par les entreprises pour être joints à la mise à jour du Dossier d'identité des SSI, ainsi que leur format.

	<b>Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d’Ouvrage : Mission de coordonnateur des systèmes de Sécurité incendie (CSSI) pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université Paris Cité.</b>	CCTP Lot n°3  Page 7 sur 11
---	--	-----------------------------------

## **3.2. Phase réalisation**

### **3.2.1. Organisation générale**

Durant cette phase, la mission du coordonnateur SSI comprend les tâches suivantes :

- La collecte, auprès de la maîtrise d’œuvre et des entreprises, des documents qui doivent permettre la mise à jour du Dossier d’Identité des SSI ;
- La réalisation de la mise à jour du Dossier d’Identité des SSI ;
- La participation aux réunions de chantier ou l’organisation de réunions de coordination spécifiques entre les entreprises des corps d’état concernés par la (re)mise en place des éléments des SSI ;
- Les avis sur les plans d’exécution élaborés par les entreprises ;
- La validation des programmes d’essais proposés par les entreprises ;
- La collecte des fiches d’essais des différentes entreprises, sachant que le coordonnateur SSI devra organiser et diriger les essais ;
- La participation aux opérations préalables à la réception du lot concernant les SSI ;

### **3.2.2. Procès-verbal de réception**

- L’établissement conjoint avec le maître d’œuvre du procès-verbal de réception
- La participation aux visites de contrôle de la Commission de Sécurité.

### **3.2.3. Obligations du coordinateur SSI**

Le coordonnateur SSI assiste, de sa propre initiative ou sur convocation du maître d’ouvrage, aux réunions organisées par celui-ci, ses assistants ou les maîtres d’œuvre, et notamment celles organisées par le maître d’ouvrage avec la commission départementale de sécurité. Il est destinataire de tous les documents de programmation ou d’études réalisés par ces derniers. Il est présent sur le chantier et assiste à toutes les réunions de chantier.

Il devra à minima :

- Assister de façon mensuelle au réunion CSSI/BC/MOA
- Assister à au moins deux réunions des phases études de conception (APS, APD, PRO, DCE...)
- Assister à toutes les réunions des études d’exécution et/ou réunion de synthèse
- Réaliser une visite au moins une fois par mois du chantier avec rédaction du rapport de visite
- Assister aux OPR et à toutes les réceptions et levées de réserves nécessaires à l’opération (électricité, SSI, Moe...).

### **3.2.4. Phase conception des travaux**


Le coordonnateur SSI examine les pièces fournies par le Maître de l’ouvrage concernant le programme du projet et le dossier de la phase d’étude en cours (Avant-projet sommaire, Avant-projet définitif, Projet, Dossier de consultation des entreprises) du Maître d’œuvre et participe au rendez-vous de mise au point sur convocation de celui-ci durant ces phases d’études.

Le coordonnateur SSI établit, pour l’ouvrage faisant l’objet du bon de commande, le fonctionnement du SSI, qui définit, en application des textes réglementaires applicables à l’ouvrage :

La synthèse des besoins pour les fonctions évacuation, compartimentage et désenfumage, ainsi que les fonctions « arrêts techniques » pouvant y être associées.

- Les principes généraux concernant :
- Les zones de détection (ZDA, ZDM)
- Les zones de mise en sécurité (ZC, ZF)
- Les zones de diffusion d’alarme (ZA)
- Le cahier des charges fonctionnel du SSI comprend les pièces suivantes :



	<b>Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : Mission de coordonnateur des systèmes de Sécurité incendie (CSSI) pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université Paris Cité.</b>	CCTP Lot n°3  Page 8 sur 11
---	--	-----------------------------------

- L'organisation des zones (ZDA, ZDM, ZC, ZF, ZA)
- La définition des corrélations entre zones
- La définition des constituants du SSI
- Le positionnement des matériels centraux et déportés éventuels
- Les modalités d'exploitation de l'alarme
- Les options de sécurité des D.A.S. et le mode de fonctionnement des D.C.T.
- Le principe et la nature des liaisons entre constituants du S.S.I.
- Les alimentations de sécurité
- Les exigences relatives aux essais de corrélation et de bon fonctionnement que doivent réaliser les entreprises en vue de la procédure de réception technique du S.S.I.
- La liste des documents que doivent fournir les entreprises, nécessaires à la constitution du dossier d'identité du S.S.I.

Le coordonnateur SSI analyse et vérifie les pièces du dossier Projet et DCE concernant les équipements constitutifs du S.S.I. et informe le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, sous forme d'un rapport écrit, des incohérences relevées pour le respect du cahier des charges fonctionnelles du SSI.

En cas d'évolution de la conception de l'ouvrage, l'intervention du coordonnateur comporte les propositions d'ajustement nécessaire au concept de mise en sécurité et au cahier des charges fonctionnelles du SSI.

A ce titre, il participe aux réunions de mise au point technique avec la maîtrise d'œuvre sur convocation de celle-ci et veille à la cohérence entre les prescriptions techniques du dossier et les avis émis par les autorités compétentes.

Les modifications qui peuvent s'ensuivre, devront recevoir préalablement l'aval :

- De la personne en charge du bon de commande
- Du contrôleur technique
- Éventuellement de la commission départementale de sécurité

Enfin, le coordonnateur devra la mise à jour des plans de zoning SSI. Ces plans seront fournis en couleur dans un format compatible avec le rendu de l'ouvrage.

### **3.2.5. Phase réalisation des travaux**


Durant la phase de réalisation des travaux, le coordonnateur SSI assure le respect du cahier des charges fonctionnelles du SSI, soit notamment :

L'examen des plans d'exécution des entreprises concernant les équipements constitutifs du SSI et la rédaction des avis correspondants.

L'animation des réunions de coordination entre les installateurs en vue d'assurer la cohérence de leur intervention sur les points suivants :

- Le choix des options de sécurité des D.A.S. en application du cahier des charges fonctionnelles du SSI et de la corrélation entre zones
- La nature des liaisons
- La cohérence technique et la compatibilité fonctionnelle entre les constituants du SSI (CMSI, DAC, DAS...).
- Les alimentations de sécurité
- L'architecture proposée pour l'UCMC et l'US
- La vérification de la compatibilité entre les différents matériels constitutifs du SSI fournis par les différents installateurs.
- Le récolement auprès des entreprises des pièces exigées au cahier des charges et nécessaires à la création du dossier d'identité du SSI, soit :
- Les plans des zones de détection (ZDA et ZDM) avec identification des détecteurs et/ou des déclencheurs manuels



	<b>Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d’Ouvrage : Mission de coordonnateur des systèmes de Sécurité incendie (CSSI) pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université Paris Cité.</b>	CCTP Lot n°3  Page 9 sur 11
---	--	-----------------------------------

- Les plans des zones de mise en sécurité (ZC et ZF) avec identification de chaque dispositif actionné de sécurité (D.A.S.)
- Les plans des zones de diffusion d’alarme avec identification des diffuseurs sonores et visuels (pour l’alarme générale sélective)
- Les schémas de principe de l’installation, les plans de câblage détaillés devant être annexés au dossier d’identité.
- La liste des plans fournis par les installateurs, ces plans devant être annexés au Dossier d’identité
- La liste des matériels du SSI et documentations donnant leurs caractéristiques
- Les certificats de conformité aux normes, fournis par les constructeurs
- Les instructions de manœuvre
- Les documents attestant la compatibilité entre le SDI et le CMSI
- La notice d’exploitation et de maintenance du SSI

Durant cette phase, le coordonnateur SSI informe régulièrement le responsable du bon de commande des écarts éventuels pouvant se produire entre les choix proposés pour l’exécution des installations et le cahier des charges fonctionnel du SSI.

La corrélation entre zones sera présentée sous forme de matriçage de mise en sécurité. Ce matriçage sera tenu à jour par le coordonnateur SSI durant la phase de réalisation, avec l’aide des installateurs.

Le coordonnateur SSI doit recenser tous les DAS et d’une manière générale tous les dispositifs commandés mis en place dans le cadre de la construction de l’ouvrage pour lequel il est missionné et en assurer le matriçage.

L’intervention du coordonnateur SSI consiste dans un premier temps à établir le matriçage sur la base des plans d’exécution des entreprises.

Ensuite, le coordonnateur s’assure de la mise à jour du matriçage en prenant en compte les modifications apportées à l’ouvrage.

Le coordonnateur est destinataire des documents d’exécution de tous les lots concernés par le SSI. Le coordonnateur émet des avis sur ces documents et les transmet au maître d’ouvrage et au maître d’œuvre. Il s’agit en particulier des documents suivants :

- Plans d’exécution
- Plans de zoning
- Méthodologies d’exécution des essais
- Fiches matériaux et matériels.


Le coordonnateur doit constituer, au fur et à mesure, le dossier d’identité du SSI, en recueillant les éléments nécessaires.

Le coordonnateur dresse et tient à disposition du maître d’ouvrage et du maître d’œuvre la liste, triée lot par lot des PV ou fiches matériels recueillis qui présentent des non conformités et des PV ou fiches matériels manquants, ceci afin de faciliter les actions de relance auprès des entreprises.

Le dossier d’identité du SSI doit être remis par le coordonnateur au plus tard une semaine avant le premier des deux événements suivants :

- . Date de passage de la commission départementale de sécurité
- . Date de livraison de l’ouvrage

Le coordonnateur organise et préside à un rythme adapté une réunion de coordination SSI à laquelle il convoque toutes les entreprises chargées de la mise en œuvre des constituants du SSI.

	<b>Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d’Ouvrage : Mission de coordonnateur des systèmes de Sécurité incendie (CSSI) pour les opérations des secteurs Centre et Est du Groupe Hospitalier AP-HP.Nord-Université Paris Cité.</b>	CCTP Lot n°3 Page 10 sur 11
---	--	--------------------------------

Le coordonnateur assure les mises au point techniques avec les entreprises concernées pour définir les détails de mise en œuvre des constituants du SSI et traiter l’interface entre ces constituants de manière à obtenir le bon fonctionnement du système dans sa globalité.

Pendant la réalisation du chantier, le coordonnateur procède autant que de besoin à la visite du chantier de manière à s’assurer que les conditions de mise en œuvre des constituants du système de sécurité incendie permettront d’obtenir la conformité du système de sécurité incendie. Le cas échéant, il alerte le maître de l’ouvrage.

Le coordonnateur SSI dispose de 48h à compter de la date de visite pour transmettre un rapport de visite à la maîtrise d’ouvrage, avec copie à la maîtrise d’œuvre.

Durant les opérations préalables à la réception des travaux, le coordonnateur SSI termine le récolement, en application de la norme NF S 61-932, des documents établis par les installateurs et définissant :

- Les essais réalisés
- Les résultats obtenus
- Les attestations de bon fonctionnement de chaque sous système et la bonne corrélation avec les autres constituants du SSI.

Le coordonnateur SSI vérifie la cohérence entre les documents fournis par les différents intervenants.

Le coordonnateur SSI informe le Maître de l’ouvrage que la visite de réception technique peut être déclenchée.

Le coordonnateur SSI organise la visite de réception technique à laquelle les installateurs assistent et les utilisateurs sont conviés.

Le coordonnateur SSI constate, au cours de la visite de réception technique, la conformité du SSI avec le cahier des charges fonctionnel et les spécifications du dossier d’identité du SSI.

Au terme de la visite, le coordonnateur SSI établit le procès-verbal de réception technique du SSI.

A l’issue, le coordonnateur SSI remet au Maître d’ouvrage en un exemplaire original plus une copie, le dossier d’identité du SSI destiné à être présenté à la commission départementale de sécurité lors de la visite finale, puis à être annexé au registre de sécurité.

Le coordonnateur SSI assiste le Maître d’ouvrage lors de la visite finale de la commission départementale de sécurité pour l’ouverture au public, lorsque le classement de l’établissement rend cette procédure obligatoire.

### **3.2.6. Informations relatives à l’ouvrage faisant l’objet de la prestation**

Chaque prestation fera l’objet d’une commande auprès du titulaire pour une opération donnée. Cette opération sera désignée lors de la commande. Plusieurs prestations, pour une même opération, pourront être commandées sur un même bon de commande.

Lors du démarrage de la mission, le maître d’ouvrage fournira au prestataire les caractéristiques principales de l’opération, ainsi que le dossier d’identité SSI lorsqu’il existe, les rapports des bureaux de contrôle ainsi que le dernier procès-verbal de visite de la commission départementale de sécurité.

Il communiquera au prestataire les documents d’entrée qui lui sont nécessaires pour la réalisation de la mission et qui sont précisés dans la description de chacune des missions.

### **3.2.7. Mission de conseil ponctuel**

Cette prestation correspond à participer à une réunion, une visite, ou un entretien supplémentaire, d’une demi-journée (4h), incluant la rédaction d’un compte-rendu à la demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire ne peut la refuser.

Les missions de conseil ponctuel s'appliquent aux actions, visites ou entretiens ne concernant pas une opération sur laquelle le titulaire a été missionné.

## ARTICLE 4 - DELAIS - PENALITES

### 4.1. Délais et pénalités de retard

Le titulaire devra s'attacher à ne pas retarder le déroulement des opérations de travaux.

A cet effet et à défaut de les obtenir spontanément, il lui appartient de mettre en demeure les intervenants de l'opération pour obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation des travaux fixé aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son organisation de travail.

Le titulaire ne pourra en aucun cas exciper pour justifier son retard d'un défaut de données qu'il n'aurait pas demandées au maître d'ouvrage ou à un intervenant de l'opération.

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG-PI, il est appliqué le barème de délais et pénalités dans le tableau ci-dessous :

TACHES	DELAIS ET PENALITES
<b>Elaboration du Cahier des charges fonctionnelles SSI.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 jours à compter de la réception du dossier technique.</li> <li>- 1/100<sup>ème</sup> du forfait de rémunération de la mission par jour de retard.</li> </ul>
<b>Elaboration du rapport de visite</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 48 H à compter de la date de visite du chantier.</li> <li>- 1/100<sup>ème</sup> du forfait de rémunération de la mission par jour de retard</li> </ul>
<b>Elaboration du rapport de réception technique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 jours à compter de la réception technique des travaux.</li> <li>- 1/100<sup>ème</sup> du forfait de rémunération de la mission par jour de retard.</li> </ul>

Par ailleurs, toute absence du titulaire en réunion d'études ou de chantier pourra, sans mise en demeure préalable, avoir pour conséquence l'application d'une pénalité forfaitaire de 200 €.

Enfin, au cas où le maître d'ouvrage serait pénalisé pour un non-respect des dispositions légales par suite d'un défaut d'exécution de la présente mission de la part du titulaire, il sera appliqué à ce dernier une pénalité égale à l'amende infligée au maître d'ouvrage sur le point défectueux sans préjudice de toute autre action ou réparation du dommage subi.